

**Assemblée générale**

Distr. générale  
21 octobre 2003  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-huitième session**

Points 12, 120 et 121 de l'ordre du jour

**Rapport du Conseil économique et social****Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003****Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005****Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2003 et à la reprise de cette session****Rapport du Secrétaire général\****Résumé*

Le présent rapport expose en détail les dépenses découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2003 et à la reprise de cette session, qui ont trait à l'administration publique et au développement, au développement durable, aux droits de l'homme, aux organisations non gouvernementales, à la science et à la technique au service du développement, et aux groupes consultatifs spéciaux pour les pays africains qui sortent d'un conflit. Le montant estimatif des dépenses supplémentaires découlant de ces résolutions et décisions est de 2 040 400 dollars, dont 1 197 700 dollars pourraient être financés au moyen des ressources prévues pour les exercices biennaux 2002-2003 et 2004-2005. Le financement du montant restant des dépenses supplémentaires pour l'exercice biennal 2004-2005, soit 842 700 dollars, sera fonction des procédures prévues par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987.

Au cas où l'Assemblée générale souscrirait à la proposition tendant à programmer les réunions du Forum social pendant les sessions de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, des économies d'un montant maximum de 226 200 dollars pourraient être réalisées.

\* La date de soumission du présent document tient au fait que son élaboration a dû être coordonnée avec celle du deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003.



Les incidences sur le budget-programme de la résolution 2003/57 du Conseil économique et social, intitulée « Revitalisation et renforcement de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme », font l'objet d'un rapport distinct présenté à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session.

## I. Introduction

1. Le présent rapport vise à informer l'Assemblée générale des prévisions de dépenses découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2003 et à la reprise de cette session.
2. Le Conseil économique et social a adopté un certain nombre de résolutions et de décisions dans lesquelles il a autorisé les commissions techniques, les comités permanents ou les organes d'experts compétents à entreprendre des activités supplémentaires, et notamment à tenir des réunions, nécessitant des ressources additionnelles à celles inscrites au budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 et aux prévisions figurant dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005. Conformément à l'article 31 de son Règlement intérieur, le Conseil avait été saisi, le cas échéant, d'un état des incidences de ses résolutions et décisions sur le budget-programme avant de les adopter. Les dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions du Conseil sont exposées ci-après.
3. S'agissant des dépenses supplémentaires relatives aux services de conférence, le Conseil économique et social a été notifié, dans chaque cas, du coût intégral des services supplémentaires à fournir et du fait qu'il n'avait pas été demandé d'ouverture de crédits. Sur cette base, le Conseil a été informé que des ressources additionnelles nettes seraient nécessaires au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme. La décision du Conseil de ramener de deux semaines à une semaine la durée des sessions ordinaires de la Commission de la science et de la technique au service du développement se traduit par des économies d'un montant estimatif de 228 300 dollars, calculées sur la base du coût intégral, pour l'exercice biennal 2004-2005.
4. Dans son rapport sur les prévisions révisées découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1999 (A/54/7/Add.2), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le même sujet (A/54/443), a demandé que dorénavant, les rapports sur la question contiennent des estimations, établies sur la base du coût intégral, des ressources additionnelles nécessaires, tant au titre des services de conférence qu'au titre des autres dépenses. Comme suite à cette demande, les dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil en 2003 qui doivent être imputées sur les crédits ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 ou sur les crédits demandés dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 sont récapitulées dans l'annexe au présent rapport.

## **II. Dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social**

### **A. Résolution 2003/60 : Administration publique et développement**

5. Aux termes du paragraphe 4 de sa résolution E/2003/60, le Conseil économique et social a décidé que le Comité d'experts de l'administration publique se réunirait chaque année, plutôt que tous les deux ans, pendant une semaine (voir E/2003/INF/2/Add.4).

6. Le Conseil a été informé oralement que la tenue des réunions du Comité sur une base annuelle entraînerait des dépenses supplémentaires au titre des voyages et de l'indemnité journalière de subsistance mais qu'il n'y aurait pas à prévoir de dépenses supplémentaires au titre des services de conférence.

7. Le Comité se compose de 24 membres siégeant à titre individuel; actuellement, il est autorisé à tenir tous les deux ans une session d'une durée de 10 jours ouvrables. Sur la base des réunions antérieures du Comité, on a inscrit dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 des ressources d'un montant de 170 700 dollars pour les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des membres du Comité appelés à participer aux travaux de la session biennale prévue en 2004. La décision de modifier la périodicité et la durée des sessions se traduira par des dépenses additionnelles de 58 300 dollars au titre des frais de voyage et des faux frais des membres du Comité, en tablant sur le fait que chaque session annuelle durera cinq jours ouvrables.

8. Ces dépenses supplémentaires ne peuvent être financées au moyen des ressources prévues au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005. **L'adoption de la résolution entraîne la nécessité d'ouvrir des crédits supplémentaires de 58 300 dollars au chapitre 9 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.**

### **B. Résolution 2003/61 : Programme futur, organisation et méthodes de travail de la Commission du développement durable**

9. Dans sa résolution 2003/61, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa onzième session (E/2003/29), au cours de laquelle la Commission a examiné le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg adopté lors du Sommet mondial pour le développement social. Aux termes de la résolution, la Commission a, entre autres mesures :

a) Décidé d'organiser ses travaux selon une série de cycles d'application de deux ans orientés vers l'action et qui comprendraient une session d'examen et une session directive;

b) Décidé d'inviter les commissions régionales à envisager d'organiser, en collaboration avec le secrétariat de la Commission du développement durable, des réunions consacrées à l'application au niveau régional afin de contribuer aux travaux de la Commission, conformément aux dispositions pertinentes du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg. Ces réunions devraient plutôt avoir lieu avant la session d'examen de la Commission du développement durable;

c) Décidé d'inviter l'Assemblée générale à envisager d'utiliser les ressources consacrées précédemment aux anciens groupes de travail spéciaux intersessions de la Commission du développement durable pour appuyer la participation de représentants des États membres de la Commission à l'une de leurs réunions régionales respectives au cours de chacun des cycles d'application;

d) Recommandé à l'Assemblée générale de faire en sorte que les ressources dégagées du fait de l'interruption des travaux du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement et du transfert de son mandat à la Commission du développement durable puissent être utilisées pour appuyer les travaux de la Commission;

e) Décidé que les résultats des travaux de la Commission pourraient comporter également la mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements tirés, des activités de renforcement des capacités, l'échange de données d'expérience sur la mise en oeuvre de stratégies de développement durable, selon que de besoin, et la création de partenariats qui appuient l'application d'Action 21 du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg;

f) Décidé d'adopter le programme de travail pluriannuel de la Commission pour la période postérieure à 2003;

g) Souligné qu'un système efficace d'établissement des rapports est indispensable pour examiner, évaluer et suivre les progrès réalisés dans l'application d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, partager les enseignements tirés et les pratiques optimales et identifier les mesures prises, les possibilités offertes et les contraintes et les obstacles rencontrés;

h) Prié le secrétariat de la Commission, en collaboration étroite avec les autres organisations du système des Nations Unies :

i) De fournir des informations ciblées qui mettent en évidence les tendances, les contraintes, les défis et les nouvelles questions pertinents;

ii) D'apporter, au moyen de ressources budgétaires et extrabudgétaires, une assistance technique pour l'établissement des rapports nationaux aux pays qui en font la demande;

i) Décidé que la participation des grands groupes, notamment de la communauté scientifique et des éducateurs devrait être renforcée;

j) Rappelé que le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg avait désigné la Commission pour servir de centre de coordination des débats au sujet des partenariats propres à promouvoir le développement durable, et réaffirmé que les partenariats, en tant qu'initiatives volontaires prises par les parties prenantes, complètent ces engagements mais ne devraient pas s'y substituer;

k) Souligné que, dans le contexte de l'application et du suivi du Sommet mondial pour le développement durable, les partenariats devraient être créés et fonctionner compte tenu des travaux relatifs aux partenariats entrepris durant le processus préparatoire du Sommet mondial, notamment des principes directeurs adoptés à Bali et la résolution 56/76 de l'Assemblée générale;

l) Décidé que les informations et les rapports fournis par les partenariats enregistrés auprès de la Commission devraient être transparents, participatifs et crédibles, compte étant tenu des éléments suivants :

i) L'enregistrement des partenariats devrait être volontaire et fondé sur un rapport écrit adressé à la Commission. Les partenaires devraient mettre l'accent sur leur contribution à la réalisation des buts et objectifs d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg;

ii) Les partenariats devraient régulièrement soumettre un rapport, de préférence une fois tous les deux ans;

iii) Il est demandé au Secrétariat de rendre disponibles les informations sur les partenariats, y compris leurs rapports, par l'intermédiaire d'une base de données accessible à toutes les parties, notamment sur le site Web de la Commission et par d'autres moyens;

iv) Il est demandé au Secrétariat d'élaborer un rapport succinct contenant une synthèse des informations sur les partenariats pour examen par la Commission, conformément à son programme et à l'organisation de ses travaux, signalant l'intérêt particulier de tels rapports durant l'année de la session d'examen;

v) Durant les années de session d'examen, la Commission devrait examiner la mesure dans laquelle les partenariats auront contribué à l'application d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg afin de partager les enseignements tirés et les pratiques optimales, d'identifier et de résoudre les problèmes, de combler les lacunes, lever les contraintes et donner, au besoin, de nouvelles orientations sur l'établissement des rapports, notamment, durant les années de session directive;

m) Demandé que des activités soient menées dans l'intention de renforcer les partenariats mis en place dans le cadre du processus de l'application et du suivi du Sommet mondial et que soient facilitées d'autres activités, telles que salons du partenariat et centres de formation, compte tenu de l'importance de l'échange d'informations concernant les activités existantes, surtout au sein du système des Nations Unies.

10. Le Conseil économique et social a été saisi d'un état des incidences sur le budget-programme (E/2003/L.32) de la résolution. Suite à l'adoption de la résolution E/2003/61, il n'est pas nécessaire de prévoir de ressources autres que celles déjà approuvées par l'Assemblée générale pour l'exercice biennal 2002-2003 et celles prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

11. De nouvelles activités devront être exécutées en 2003 et pendant l'exercice biennal 2004-2005. Ces activités relèvent du sous-programme 4 (Développement durable), du programme 7 (Affaires économiques et sociales) du plan à moyen terme pour la période 2002-2005 et du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

12. Les modifications à apporter au programme de travail approuvé pour l'exercice biennal 2002-2003 comprennent l'élaboration de documents d'information : a) des rapports qui serviraient de contribution au rapport du Secrétaire général sur l'état de la mise en oeuvre évaluant les progrès d'ensemble accomplis dans l'application d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg; b) un examen détaillé des progrès de la mise en oeuvre s'agissant du module thématique retenu pour le cycle considéré qui fasse ressortir les obstacles et les contraintes, les nouveaux défis et les nouvelles possibilités, ainsi que les enseignements tirés et les bonnes pratiques; c) une analyse comparative et une évaluation des progrès accomplis pour atteindre les buts et objectifs du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg en ce qui concerne les questions à inscrire à l'ordre du jour de la Commission du développement durable, qui mette notamment en évidence les lacunes; d) un examen et une analyse des enseignements tirés; e) l'élaboration de principes directeurs pour les partenariats; et f) une étude sur la base de données à utiliser pour les partenariats, à effectuer en prévision de la première session d'examen de la Commission qui se tiendra au début de 2004. Il est proposé de réaliser les activités nouvelles et les activités supplémentaires en 2003 en faisant appel au personnel existant, secondé par des consultants qui fourniraient les services spécialisés dont ne dispose pas le Secrétariat. Les ressources nécessaires en 2002-2003 pour réaliser ces produits, qui sont estimées à 181 800 dollars, seraient dégagées grâce au transfert de ressources précédemment prévues pour le Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement, désormais supprimé.

13. Le programme de travail prévu au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 [A/58/6 (sect. 9)] serait modifié comme suit :

**Projet de programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005  
[A/58/6 (Sect. 9)]**

<i>Chapitre 9, paragraphe No</i>	<i>Modification</i>	<i>Produits</i>
9.86 a) iv) a.	Ajouter	Réunions régionales en collaboration avec les commissions régionales (5); réunion intergouvernementale préparatoire à la treizième session de la Commission (2005)
	Supprimer	Réunions intersessions des organes subsidiaires de la Commission (20)
9.86 a) iv) b.	Supprimer	Rapport détaillé sur les suites données au Sommet mondial pour le développement durable (1)
9.86 a) iv) b.	Ajouter	Rapport sur l'état de l'application (4); rapports sur les partenariats (2) et rapports sur l'amélioration des rapports nationaux (2); rapports sur les questions identifiées dans le programme de travail de la Commission pour

<i>Chapitre 9, paragraphe No</i>	<i>Modification</i>	<i>Produits</i>
9.86 a) iv) b.	Ajouter	Rapport sur l'état de l'application (4); rapports sur les partenariats (2) et rapports sur l'amélioration des rapports nationaux (2); rapports sur les questions identifiées dans le programme de travail de la Commission pour 2005 (session directive)
9.86 b) vi) [nouveau]	Ajouter	Études de cas, enseignements tirés et pratiques optimales dans la mise en oeuvre, l'accent étant mis sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains (12); organisation, durant les sessions de la Commission, d'activités visant à renforcer les capacités, notamment des centres de formation et des salons du partenariat (4); contacts à des fins de consultation avec les neuf grands groupes, notamment les scientifiques et les éducateurs

14. Les nouveaux produits à réaliser au cours de l'exercice biennal 2004-2005 nécessitent 235 900 dollars correspondant à deux postes supplémentaires (1 P-5 et 1 P-3) et 125 500 dollars de ressources hors postes aux fins décrites dans le tableau ci-après :

### **Besoins supplémentaires**

#### **Chapitre 9 : Affaires économiques et sociales**

##### **Postes**

Un poste P-5, à partir du 1er janvier 2004, dont le titulaire serait chargé d'assurer la coordination et la gestion ainsi que d'aider la Commission pour la mise en place et le fonctionnement d'un système transparent dans le domaine du partenariat. Le titulaire aurait à planifier et coordonner les travaux relatifs aux partenariats en vue de favoriser et d'évaluer les échanges d'informations tout en les facilitant ainsi que d'en rendre compte, à mettre en place et tenir à jour une base de données dynamique, interactive et conviviale sur les partenariats, et à faire face à un ensemble de défis inédits; (174 300 dollars)

Un poste P-3, à partir du 1er janvier 2005, dont le titulaire serait chargé de recenser et d'analyser les progrès concrets accomplis dans la mise en oeuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, en exposant les facteurs limitants et les défis ainsi que les possibilités et les enseignements tirés, de réaliser des études de cas et de mettre en évidence les lacunes tout en fournissant des apports de qualité à la Commission, à quoi s'ajouteraient la coordination, l'analyse, l'évaluation et la synthèse de la quantité considérable d'informations reçues de diverses sources, ainsi que la coordination des activités de

Un poste P-3, à partir du 1er janvier 2005, dont le titulaire serait chargé de recenser et d'analyser les progrès concrets accomplis dans la mise en oeuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et du Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, en exposant les facteurs limitants et les défis ainsi que les possibilités et les enseignements tirés, de réaliser des études de cas et de mettre en évidence les lacunes tout en fournissant des apports de qualité à la Commission, à quoi s'ajouteraient la coordination, l'analyse, l'évaluation et la synthèse de la quantité considérable d'informations reçues de diverses sources, ainsi que la coordination des activités de renforcement des capacités durant les réunions de la Commission; (61 600 dollars)

#### **Experts/consultants**

Compétences spécialisées non disponibles au sein du secrétariat et nécessaires pour aider à formuler des avis d'experts en vue de la préparation des sessions de la Commission et de la prestation des services suivants : a) analyse approfondie d'un ensemble de questions devant être traitées par la Commission; b) analyse comparée de grande qualité des progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs énoncés dans le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, en particulier la synthèse des questions transsectorielles en vue de la formulation de recommandations concrètes; c) facilitation d'un dialogue orienté vers l'action entre les parties prenantes; (35 000 dollars)

#### **Frais généraux de fonctionnement**

Ressources nécessaires pour la location de matériel de bureau, un réseau local, des services de téléphone et de télécopie, la connexion au disque optique et l'achat de matériel bureautique et la maintenance des équipements; (17 900 dollars)

#### **Chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui)**

Ressources nécessaires pour couvrir les dépenses non renouvelables afférentes aux modifications/améliorations à apporter aux bureaux et à l'acquisition de mobilier ainsi que pour les dépenses renouvelables liées à la location des locaux; (72 600 dollars)

#### **Chapitre 34 (Contributions du personnel) (48 600 dollars)**

#### **Chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) (-48 600 dollars)**

15. Des compétences spécialisées supplémentaires et des avis d'experts, notamment pour l'organisation des séances de dialogue pour la Commission durant ses sessions directives de 2004 et 2005, devraient être fournis par des consultants/experts possédant certaines compétences spécialisées non disponibles au sein du Secrétariat.

16. Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005, un montant de 555 300 dollars est prévu pour quatre réunions des groupes de travail spéciaux intersessions de la Commission. Étant donné que l'adoption de la



résolution 2003/61 implique la dissolution de ces groupes, il est proposé de financer les dépenses supplémentaires pour 2004-2005 mentionnées au paragraphe 14 ci-dessus, d'un montant estimatif de 361 400 dollars, au moyen des ressources initialement prévues pour ces groupes. **En conséquence, l'adoption de la résolution E/2003/61 ne nécessite pas l'ouverture de crédits autres que ceux déjà approuvés pour l'exercice biennal 2002-2003 et ceux prévus dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005. Elle nécessite en revanche une modification du programme de travail et du tableau d'effectifs prévus au titre du chapitre 9 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.**

**C. Décision 2003/242 : Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme**

17. Aux termes de sa décision 2003/242, le Conseil économique et social a fait sienne la demande de la Commission des droits de l'homme tendant à ce que son groupe de travail chargé d'examiner les options qui s'offrent en ce qui concerne l'élaboration d'un protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels se réunisse pendant une période de 10 jours ouvrables, avant la soixantième session de la Commission.

18. Dans l'état des incidences sur le budget-programme (E/2003/L.31/Rev.1), le Conseil a été informé que l'adoption de la décision 2003/242 entraînerait des dépenses d'un montant de 342 200 dollars au titre des services de conférence en 2003, ce montant se répartissant comme suit : a) 337 800 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) et b) 4 400 dollars au titre du chapitre 29E (Administration à Genève). Aucun crédit n'est inscrit au budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 pour couvrir ces dépenses. Le Secrétariat est parvenu à la conclusion qu'il ne sera pas possible de financer ces dépenses additionnelles au moyen des crédits ouverts. Étant donné que le solde du fonds de réserve pour l'exercice biennal 2002-2003 est très réduit, le Conseil a été avisé de la procédure prévue au paragraphe 9 de l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et invité à reporter la réunion du Groupe de travail à 2004. **Il a été décidé que la réunion du Groupe de travail serait reportée et se tiendrait en février-mars 2004; ainsi, les dépenses supplémentaires d'un montant de 337 800 dollars à prévoir au chapitre 2 seraient imputées sur le fonds de réserve pour l'exercice biennal 2004-2005, dont le montant doit être approuvé par l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session. Les dépenses d'un montant de 4 400 dollars au titre du chapitre 29E seraient financées au moyen des crédits prévus.**

**D. Décision 2003/253 : Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994**

19. Aux termes de la décision 2003/253, le Conseil économique et social a pris note de la résolution 2003/57 de la Commission des droits de l'homme, en date du 24 avril 2003, et a autorisé le Groupe de travail créé en application de la résolution 1995/32 de la Commission, en date du 3 mars 1995, à se réunir pendant une période de 10 jours ouvrables avant la soixantième session de la Commission, le coût de cette réunion devant être financé dans les limites des ressources existantes.

20. En ce qui concerne l'emploi des termes « dans les limites des ressources existantes », l'attention du Conseil a été appelée sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a réaffirmé

que c'est à la Cinquième Commission et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qu'incombe le soin des questions administratives et budgétaires.

21. Les dépenses afférentes aux activités envisagées en application de la décision 2003/253, calculées sur la base du coût intégral, se chiffrent à 30 100 dollars pour les frais d'interprétation au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), 7 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) et 1 100 dollars au titre du chapitre 27E (Administration à Genève) en 2003. Aucun crédit n'est prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 pour couvrir ces besoins. **Tous les efforts seront faits pour financer ces dépenses au moyen des crédits révisés ouverts pour l'exercice biennal 2002-2003. Il sera rendu compte à l'Assemblée générale des dépenses effectives occasionnées par ces activités dans le cadre du deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003.**

## E. Décision 2003/261 : Le droit au développement

22. Aux termes de sa décision 2003/261, le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2003/83 de la Commission des droits de l'homme en date du 25 avril 2003, a approuvé la décision de la Commission de proroger d'un an le mandat du Groupe de travail sur le droit au développement et d'organiser, avant la tenue de sa soixantième session, une cinquième session du Groupe d'une durée de 10 jours ouvrables.

23. Dans sa résolution 2003/83, la Commission des droits de l'homme a aussi demandé au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser un séminaire de haut niveau de deux jours immédiatement avant la prochaine session du Groupe de travail et dans le cadre des 10 jours ouvrables qui lui sont alloués, en invitant tous les acteurs intéressés oeuvrant dans les domaines des droits de l'homme, du commerce, des finances et du développement à examiner et à définir des stratégies efficaces visant à intégrer le droit au développement dans les politiques et activités opérationnelles des principales organisations et institutions internationales, et ce en tant que contribution aux travaux de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme relatifs au projet de cadre conceptuel.

24. L'organisation d'un séminaire de haut niveau d'une durée de deux jours se chiffrerait, sur la base du coût intégral, à : a) 63 000 dollars pour la documentation au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), en supposant que le séminaire se déroule durant la session du Groupe de travail en 2004, et b) à 63 200 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) pour l'établissement par des consultants de six documents de fond au cours de l'exercice biennal 2004-2005.

25. À l'issue d'un nouvel examen, le Secrétariat est arrivé à la conclusion que le montant estimatif des ressources nécessaires pour l'établissement de la documentation ne pourrait pas être couvert au moyen des ressources inscrites au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005. **Les dépenses prévues au titre du chapitre 2 (63 000 dollars) devraient être financées à l'aide du fonds de**

**réserve pour l'exercice biennal 2004-2005, qui doit être approuvé par l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session.**

26. En ce qui concerne les ressources nécessaires pour les services de consultants, on estime qu'un montant de 63 200 dollars pourrait être financé sur les crédits prévus pour les services d'experts dans le domaine du droit au développement et pour les activités autorisées par le Conseil économique et social (206 600 dollars), que le Secrétaire général propose au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme) pour l'exercice biennal 2004-2005. **Dans l'hypothèse où l'Assemblée générale approuverait ces crédits lors de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005, aucun crédit additionnel ne serait nécessaire au titre du chapitre 24.**

## **F. Décision 2003/264 : Le forum social**

27. Aux termes de sa décision 2003/264, le Conseil économique et social a pris note de la décision 2003/107 du 22 avril 2003 de la Commission des droits de l'homme, par laquelle celle-ci a autorisé la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à tenir à Genève un forum intersessions annuel des droits économiques, sociaux et culturels intitulé « Forum social », d'une durée de deux jours, à des dates qui permettent la participation de 10 membres de la Sous-Commission désignés par ses groupes régionaux, et a également autorisé la mise à sa disposition de tous les services et installations de conférence nécessaires à la préparation et à la tenue de cette manifestation. On se souviendra que, dans sa décision 2002/276 du 25 juillet 2002, le Conseil économique et social, prenant note de la décision 2002/106 de la Commission des droits de l'homme en date du 22 avril 2002, a autorisé la tenue, pendant deux jours à Genève, avant la cinquante-quatrième session de la Sous-Commission, d'un forum social auquel devaient participer 10 de ses membres, compte tenu de la représentation régionale, et a également autorisé la mise à sa disposition de tous les services et installations de conférence nécessaires à la préparation et à la tenue de cette manifestation. En 2002, une réunion s'est tenue immédiatement avant la réunion de la Sous-Commission et toutes les dépenses s'y rapportant ont été financées au moyen des ressources existantes.

28. Si le Forum social s'était tenu, comme initialement prévu, les 11 et 12 août 2003, pendant la cinquante-cinquième session de la Sous-Commission, toutes les dépenses auraient pu être financées au moyen des ressources existantes. Le Conseil a toutefois été informé qu'il ne serait pas possible de mener à bien les préparatifs du Forum social avant le 11 août 2003. Aucune autre date n'ayant pu être trouvée pour organiser le Forum dans le cadre des ressources existantes, les dépenses liées à sa tenue auraient dû être financées au moyen d'un crédit additionnel. À l'issue d'un nouvel examen, il a été décidé que le Forum social ne se réunirait pas en 2003.

29. Le Conseil ayant approuvé le principe d'une réunion annuelle du Forum social, il faudra prévoir des ressources supplémentaires à compter de l'exercice biennal 2004-2005. **Dans l'hypothèse où les réunions annuelles du Forum social ne se tiendraient pas pendant les sessions de la Sous-Commission, il en résulterait des dépenses supplémentaires se répartissant comme suit : a) 135 200 dollars au titre du chapitre 24 (Droits de l'homme), b) 1 800 dollars au titre du chapitre 29E (Administration, Genève), et c) 191 000 dollars au titre du chapitre 2**

(Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence). Le montant de 1 800 dollars au titre du chapitre 29E (Administration, Genève) pourrait être absorbé dans le cadre des ressources prévues pour l'exercice biennal 2004-2005; les besoins de financement restants devraient être couverts en recourant au fonds de réserve pour l'exercice biennal 2004-2005, que l'Assemblée générale doit approuver à sa cinquante-huitième session. **Si, en revanche, les réunions annuelles se tenaient pendant les sessions de la Sous-Commission, aucun crédit supplémentaire ne serait nécessaire.** Dans le cas où le Forum et la session du Sous-Comité se tiendraient à la suite l'un de l'autre, il faudrait prévoir un crédit supplémentaire de 12 800 dollars en 2004-2005 pour couvrir le coût de l'indemnité de subsistance à verser aux 10 membres du Forum pendant deux jours.

30. Compte tenu des différences de coût entre les trois options présentées au paragraphe précédent, l'Assemblée générale voudra peut-être prier le Conseil économique et social de faire en sorte que le Forum social se tienne soit durant les sessions de la Sous-Commission, soit immédiatement avant ou après celles-ci.

## **G. Décision 2003/269 : Organisation des travaux de la sixième session de la Commission des droits de l'homme**

31. Aux termes de sa décision 2003/269, le Conseil économique et social a pris note de la décision 2003/114 en date du 25 avril 2003, par laquelle la Commission des droits de l'homme a autorisé, pour la sixième session de la Commission, la tenue de huit séances supplémentaires avec tous les services de conférence nécessaires, y compris l'établissement de comptes rendus analytiques, conformément aux articles 29 et 31 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil.

32. Le Conseil a également approuvé la décision de la Commission des droits de l'homme de prier le Président de la Commission, à sa sixième session, de faire tout son possible pour organiser les travaux de cette session dans les délais normalement impartis, les séances supplémentaires autorisées par le Conseil ne devant avoir lieu que si elles sont absolument nécessaires. On se souviendra que l'Assemblée générale, dans sa décision 57/584, a invité le Conseil à revoir sa décision 2002/281 par laquelle il avait autorisé, pour la cinquante-neuvième session de la Commission, la tenue de 14 séances supplémentaires avec tous les services de conférence nécessaires, y compris l'établissement de comptes rendus analytiques.

33. Les activités envisagées dans ce projet de décision se chiffraient, sur la base du coût intégral, à 201 100 dollars en 2004, ce montant se répartissant comme suit : a) 193 800 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence), et b) 7 300 dollars au titre du chapitre 29E (Administration, Genève). Aucun crédit n'est prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 en ce qui concerne ces services de conférence supplémentaires.

34. Ainsi qu'il ressort de l'examen auquel le Secrétariat a récemment procédé, il ne sera pas possible de financer au moyen des ressources existantes les dépenses supplémentaires prévues au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence). Toutefois, le montant de 7 300 dollars prévu au titre du chapitre 29E (Administration, Genève) pourra être absorbé dans les limites des crédits déjà ouverts. **Les dépenses supplémentaires prévues au titre du chapitre 2**

(193 800 dollars) devraient être financées à l'aide du fonds de réserve pour l'exercice biennal 2004-2005, que doit approuver l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session.

#### **H. Décision 2003/278 : Reprise de la session de 2003 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

35. Aux termes de sa décision 2003/278, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser le Comité chargé des organisations non gouvernementales à tenir une reprise de sa session de 2003 pour une période d'une semaine, du 15 au 19 décembre 2003, afin d'achever les travaux de sa session de 2003.

36. Il est prévu que le Comité tienne au total 10 séances. Il faudra fournir des services d'interprétation dans les six langues officielles, et produire des documents, également dans les six langues officielles, à raison de 120 pages pour les documents de présession, 10 pages pour les documents de séance et 50 pages pour les documents d'après session. Compte tenu de ces estimations, les dépenses prévues au titre des services de conférence sont estimées, sur la base du coût intégral, à 316 300 dollars.

37. Le Secrétariat a indiqué oralement au Comité chargé des organisations non gouvernementales, à sa session ordinaire de 2003, que, compte tenu du calendrier des réunions, des salles de conférence pourraient être mises à sa disposition entre le 15 et le 19 décembre 2003. **Aucun effort ne sera ménagé pour que les services de conférence nécessaires soient financés dans la limite du montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2002-2003. Il sera rendu compte des dépenses effectives au titre des services de conférence fournis à l'occasion de cette reprise dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session.**

#### **I. Décision 2003/280 : Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa cinquième session : Timor-Leste**

38. Aux termes de sa décision 2003/280, le Conseil économique et social a approuvé la recommandation figurant au paragraphe 35 a) du chapitre IV du rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa cinquième session et décidé d'inscrire Timor-Leste sur la liste des pays les moins avancés.

39. Conformément aux résolutions 1798 (XVII) du 11 décembre 1962 et 41/213 du 19 décembre 1986, les frais de voyage, mais non les indemnités de subsistance, sont payés pour cinq représentants au plus de chacun des États Membres classés dans la catégorie des pays les moins avancés assistant à une session ordinaire de l'Assemblée générale, et pour un représentant assistant à une session extraordinaire ou à une session d'urgence de l'Assemblée. Suite à la session de fond de 2003 du Conseil économique et social, et après nouvel examen par le Secrétariat des incidences de la décision 2003/280 du Conseil, les ressources nécessaires pour financer les voyages des représentants du Timor-Leste ont été estimées à 42 500 dollars pour 2003 et à 91 900 dollars pour l'exercice biennal 2004-2005. La

possibilité de financer les dépenses prévues à ce titre pour 2003 (soit 42 500 dollars) dans les limites des crédits approuvés au titre du chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) a été examinée, et il ressort de cet examen que les dépenses supplémentaires pourront être absorbées. **Toutefois, un crédit supplémentaire de 91 900 dollars est demandé au titre du chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.**

#### **J. Décision 2003/291 : Durée des sessions futures de la Commission de la science et de la technique au service du développement**

40. Aux termes de sa décision 2003/291, le Conseil économique et social a décidé que la durée des sessions ordinaires de la Commission de la science et de la technique au service du développement serait d'une semaine.

41. À sa 9e séance, le 9 mai 2003 (voir E/2003/31), la Commission de la science et de la technique au service du développement a été informée par le Secrétariat de ce que la réduction de la durée des sessions annuelles, qui était auparavant de deux semaines, devrait permettre de faire des économies au titre des services de conférence. Le Secrétariat a ajouté qu'en l'absence d'indication contraire dans le projet de décision, on présumait que le nombre d'experts participant aux sessions annuelles de la Commission et le nombre de jours de présence de ceux-ci à chaque session ne changeraient pas, et que les montants prévus au titre des frais de voyage des experts donnant des conseils à la Commission resteraient inchangés.

42. Le Secrétariat croit comprendre que la décision 2003/291 entrera en vigueur en 2004. Le coût des services de conférence pour chaque session annuelle d'une semaine est estimé, sur la base du coût intégral, à 114 150 dollars. Selon les estimations, la réduction d'une semaine de la durée des sessions annuelles doit se traduire par une économie de 228 300 dollars, sur la base du coût intégral, pour l'exercice biennal 2004-2005.

#### **K. Décision 2003/310 : Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des questions sociales et des questions relatives aux droits de l'homme**

43. Dans sa décision 2003/310, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquante-neuvième session [E/2003/23 (Part I)], dans lequel figure le texte de la résolution 2003/34 sur le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par laquelle la Commission a demandé au Haut Commissaire aux droits de l'homme d'organiser, au moyen des ressources disponibles et avec la coopération d'États Membres, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, des réunions de consultation en vue de mettre au point la version définitive des « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire » et, s'il y a lieu, d'étudier les formules possibles pour l'adoption de ces principes et directives.

44. En ce qui concerne l'emploi des termes « dans les limites des ressources existantes », l'attention de la Commission a été appelée sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que c'est à la Cinquième Commission et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qu'incombe le soin des questions administratives et budgétaires.

45. Le coût total des services de conférence requis pour la tenue de la deuxième réunion de consultation au cours de l'exercice biennal 2002-2003 est estimé à 94 300 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) et à 900 dollars au titre du chapitre 29E (Administration, Genève). Le budget de l'exercice biennal 2002-2003 ne prévoit aucun crédit pour financer cette activité. **Aucun effort ne sera épargné pour que les services de conférence nécessaires soient financés dans les limites des crédits révisés au titre du chapitre 2 du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003. Il sera rendu compte des dépenses effectivement encourues au titre des services de conférence pour cette activité dans le cadre du deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 qui sera présenté à l'Assemblée à sa cinquante-huitième session.**

## **L. Décision 2003/311 : Groupe consultatif spécial pour le Burundi**

46. Aux termes de la décision 2003/311, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2002/1 du 15 juillet 2002 sur la création d'un groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit et 2003/16 du 21 juillet 2003 sur la création du Groupe consultatif spécial pour le Burundi, a décidé :

a) De nommer les Représentants permanents de l'Afrique du Sud, de la Belgique, du Burundi, de l'Éthiopie, de la France et du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies membres du Groupe consultatif spécial pour le Burundi, et de nommer le Représentant permanent de l'Afrique du Sud Président dudit groupe;

b) Que le Groupe consultatif spécial pour le Burundi inviterait le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Conseil économique et social, et le Représentant permanent de l'Angola, en sa qualité de Président du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, à prendre part à ses travaux;

c) Que le Groupe consultatif spécial pour le Burundi étudierait les besoins du pays dans les domaines humanitaire et économique, examinerait les programmes d'appui pertinents, formulerait des recommandations en vue de l'élaboration d'un programme d'aide à long terme fondé sur les priorités nationales en matière de développement et intégrant les activités de secours, de relèvement, de reconstruction et de développement dans une optique globale de paix et de stabilité, et fournirait des conseils sur les moyens de faire en sorte que l'assistance offerte par la communauté internationale soit adéquate, cohérente, bien coordonnée et efficace et favorise la synergie;



d) De prier le Groupe consultatif spécial pour le Burundi de lui soumettre un rapport sur ses recommandations au plus tard à la mi-janvier 2004, en tenant compte de la situation et des besoins particuliers du Burundi.

47. Un état des incidences sur le budget-programme de la décision 2003/311 a été présenté au Conseil (E/2003/L.49), dans lequel il est indiqué que les prévisions de dépenses au titre des voyages, de l'indemnité journalière de subsistance et des faux frais au départ et à l'arrivée s'établissent à 85 000 dollars (76 200 dollars pour les huit membres du Groupe consultatif et 8 800 dollars pour un fonctionnaire du Département des affaires économiques et sociales). **Après examen des possibilités de financement du montant de 85 000 dollars au moyen des crédits ouverts au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003, et compte tenu des frais encourus à ce jour, on estime que ce montant additionnel peut être absorbé. Il sera rendu compte des dépenses correspondantes à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session, dans le cadre du deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003.**

48. On estime que les dépenses à engager au titre des services de conférence pour le Groupe consultatif seront négligeables et pourront donc être financées au moyen des ressources prévues au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003.

### III. État récapitulatif des dépenses

49. Comme indiqué dans l'annexe du présent rapport, les incidences des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social donneraient lieu à des dépenses d'un montant de 2 040 400 dollars dont 1 197 700 dollars peuvent être financés, la somme restante, soit 842 700 dollars en chiffres nets, nécessitant l'ouverture de crédits additionnels au titre du budget de l'exercice biennal 2004-2005, qui seraient ventilés comme suit (on trouvera des renseignements plus détaillés dans l'annexe au présent document) :

#### Crédits supplémentaires demandés

(En dollars des États-Unis)

	2004-2005
Chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) . . . . .	91 900
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) . . . . .	557 300
Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) . . . . .	58 300
Chapitre 22 (chap. 24 pour l'exercice biennal 2004-2005) (Droits de l'homme) . . . . .	135 200
<b>Total . . . . .</b>	<b>842 700</b>

### IV. Fonds de réserve

50. On se rappellera qu'en vertu des procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987,

un fonds de réserve est constitué pour chaque exercice biennal afin de couvrir les dépenses additionnelles résultant de décisions prises par les organes délibérants qui ne sont pas inscrites dans le budget-programme. En vertu de cette procédure, si les dépenses additionnelles proposées dépassent le montant des ressources disponibles dans le Fonds de réserve, les activités correspondantes ne peuvent être exécutées que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou de la modification d'activités en cours, faute de quoi les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur.

51. Il ressort du tableau figurant au paragraphe 49 ci-dessus qu'il faudra prévoir, en sus des ressources initialement demandées pour l'exercice biennal 2004-2005, un montant supplémentaire de 842 700 dollars. Il n'est en effet pas possible à ce stade de recenser, parmi les activités prévues aux chapitres 1, 2, 9 et 24 du projet de budget-programme, lesquelles pourraient être achevées, reportées, réduites ou modifiées au cours de cet exercice afin de dégager un tel montant.

## **V. Recommandation**

52. La résolution 2003/60 et les décisions 2003/242, 2003/261, 2003/264, 2003/269, 2003/280 et 2003/291 du Conseil économique et social se traduisent par des dépenses supplémentaires d'un montant net de 842 700 dollars, qui viennent s'ajouter aux dépenses initialement prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005, et qui se répartissent comme suit : 91 900 dollars au chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble); 557 300 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence); 58 300 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales); 135 200 dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme); et 72 600 dollars au chapitre 29D (Services communs d'appui). Ce dernier montant est compensé par une économie d'un montant équivalent au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales). Il faut également prévoir un montant supplémentaire de 48 600 dollars au chapitre 34 (Contributions du personnel), qui sera compensé par un montant équivalent au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

53. Aucun crédit n'ayant été prévu pour financer les nouvelles activités aux chapitres 1, 2, 9, 24 et 29D du projet de budget-programme pour l'exercice 2004-2005, un crédit de 842 700 dollars est demandé en sus des ressources prévues dans le projet de budget-programme. Ce montant serait imputé sur le fonds de réserve pour l'exercice biennal 2004-2005.

54. Au cas où l'Assemblée générale souscrirait à la proposition énoncée au paragraphe 30 ci-dessus, les crédits demandés pour l'exercice biennal 2004-2005 s'établiraient à 616 500 dollars, et non à 842 700 dollars comme indiqué au paragraphe 53 ci-dessus.

## Annexe

**État récapitulatif des dépenses additionnelles découlant des résolutions et décisions du Conseil économique et social à sa session de fond de 2003 : prévisions de dépenses, montants pouvant être financés au moyen des ressources existantes et crédits additionnels demandés**

		2002-2003		2004-2005			
		Prévisions de dépenses (pouvant être absorbées) <sup>a</sup>		Prévisions de dépenses		Montant pouvant être absorbé	Crédits additionnels nécessaires
		Chapitre	Montant (milliers de dollars É.-U.)	Chapitre	Montant (milliers de dollars É.-U.)		
<i>Résolutions du Conseil économique et social</i>							
2003/60	Administration publique et développement	—	—	9	58,3	—	58,3
2003/61	Programme futur, organisation et méthodes de travail de la Commission du développement durable	9	181,8	9	288,8	361,4	(72,6)
				29D	72,6	—	72,6
				34	48,6	—	48,6
				Chap.1 des recettes	(48,6)	—	(48,6)
<i>Décisions du Conseil économique et social</i>							
2003/242	Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits (résolution 2003/18 de la Commission des droits de l'homme)	—	—	2 29E	337,8 4,4	— 4,4	337,8 —
2003/253	Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994	2 24 27E	30,1 7,6 1,1	— — —	— — —	— — —	— — —
2003/261	Le droit au développement	—	—	2 24	63,0 63,2	— 63,2	63,0 —
2003/264	Le Forum social (décision 2003/107 de la Commission des droits de l'homme)	—	—	2 24	191,0 135,2	— —	191,0 135,2

			2004-2005				
			2002-2003		Prévisions de dépenses		Crédits additionnels nécessaires
			Prévisions de dépenses (pouvant être absorbées) <sup>a</sup>		Montant pouvant être absorbé		
			Chapitre	Montant (milliers de dollars É.-U.)	Chapitre	Montant (milliers de dollars É.-U.)	
2003/269	Organisation des travaux de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme (décision 2003/114 de la Commission des droits de l'homme)		–	–	29E	1,8	–
			–	–	2	193,8	193,8
			–	–	29E	7,3	–
2003/278	Reprise de la session de 2003 du Comité chargé des organisations non gouvernementales	2		316,3	–	–	–
2003/280	Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session : Timor oriental	1		42,5	1	91,9	91,9
2003/291	Durée des sessions futures de la Commission de la science et de la technique au service du développement	–		–	2	(228,3)	(228,3)
2003/310	Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des questions sociales et des questions relatives aux droits de l'homme (E/2003/23 (Part I), résolution 2003/34)	2		94,3	–	–	–
		27E		0,9	–	–	–
2003/311	Groupe consultatif spécial pour le Burundi	9		85,0	–	–	–
<b>Total</b>				<b>759,6</b>		<b>1 280,8</b>	<b>438,1</b>
							<b>842,7</b>

<sup>a</sup> Le montant estimatif des dépenses supplémentaires prévues au titre des activités durables par la Commission des droits de l'homme sera financé au moyen des crédits déjà ouverts. Il n'a donc pas été inclus dans le présent tableau.